

## **20<sup>ème</sup> session ordinaire du Conseil d'Administration de l'Institut National de la Statistique**

**Les résultats jugés « encourageants » !**

**L'Institut National de la Statistique (INSTAT) du Mali a tenu, le 29 décembre 2022, la 20<sup>ème</sup> session ordinaire de son Conseil d'Administration. La rencontre qui s'est tenue à l'hôtel « Les Colonnes » de Bamako, a été présidée par le chargé de mission du Ministère de l'Economie et des Finances, M. Sékou Amadou N'DOURE, qui représentait le président du Conseil d'Administration.**

La 20<sup>ème</sup> session du Conseil d'Administration de l'INSTAT avait pour but de faire le point de l'état de mise en œuvre des recommandations de la 19<sup>ème</sup> session ordinaire du Conseil d'Administration avant de procéder à l'examen des rapports d'activité et d'exécution du budget au 31 octobre 2022 de l'INSTAT.

Le Conseil a également examiné les documents relatifs au plan d'action 2023 de l'INSTAT ainsi que le projet de budget pour ladite année. Aussi, il a été soumis l'approbation des administrateurs le Plan de Travail et le Budget Annuel (PTBA) pour le reste de la période du Projet d'Amélioration du Système Statistique National (dont la fin est prévue au 31 mai 2023). « Le programme d'activités de l'INSTAT a été exécuté en 2022 dans un contexte de crises multiformes relatives à la situation sécuritaire de notre pays depuis plus d'une décennie, à la persistance des effets de la crise sanitaire et des sanctions économique et financière imposées par la CEDEAO et l'UEMOA. Ces effets ont été exacerbés par la guerre déclenchée entre la Russie et l'Ukraine. Les conséquences nées de ces crises ont impacté négativement le rythme d'exécution de notre plan d'action ». C'est par ces mots que le représentant du Ministre de l'Economie et des Finances, président du Conseil d'Administration de l'INSTAT, a campé le décor des difficultés qui ont entravées les activités de la structure.

Cependant, il n'en demeure pas moins qu'à la date du 31 octobre 2022, la structure a pu réaliser environ 54,5 % des activités programmées dans son plan d'action de l'année en cours. A la même date, la réalisation de 21,2 % d'activités avaient été entamée, rendant le taux de réalisation « encourageant et même satisfaisant », selon le représentant du président du Conseil d'Administration. On note parmi les activités réalisées celles d'envergures comme :

- Le dénombrement du cinquième recensement général de la population et de l'habitat ;
- Le dénombrement du Recensement Général des Unités Economiques, 1<sup>er</sup> du Genre ;
- La finalisation des travaux de changement de l'année de base et de méthodologie dans la production du Produit Intérieur Brut (PIB) de notre pays (Passage du SCN 93 au SCN2008 avec comme nouvelle année de base 2015) ;
- La réalisation des travaux de la deuxième édition de l'Enquête Harmonisée sur les Conditions de vie des Ménages (EHCVM) ;
- La réalisation de l'Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages (EMOP) ;

- La production des comptes trimestriels et la production des statistiques du commerce extérieur ;
- Le suivi de la conjoncture à travers la production des notes de conjoncture et de plusieurs indices dont l'Indice Harmonisé des Prix à la consommation, l'Indice des Matériaux de Construction, etc. ;
- La modernisation du site web de l'INSTAT afin de faciliter davantage l'accès aux utilisateurs ;
- L'organisation de la revue annuelle du Schéma Directeur de la Statistique.

« La réalisation de ces activités a ainsi permis de mettre à la disposition des utilisateurs de données statistiques un flux important d'indicateurs macroéconomiques, conjoncturels et sociaux dans le cadre de l'élaboration, du suivi de la mise en œuvre et de l'évaluation des politiques, programmes ou projets de développement publics ou privés. Ces activités ont également permis de renforcer le cadre de coordination institutionnel du Système Statistique National. Elles ont aussi contribué à l'amélioration de la visibilité des opérations de l'INSTAT et du Système Statistique National, au renforcement des capacités du personnel et à l'amélioration de la coordination et de la programmation des activités du SSN », a souligné M. N'DOURE. Selon lui, le programme d'activités assorti du projet de budget 2023 qui est soumis à notre appréciation vise à consolider les acquis et permettre aux décideurs publics et privés, aux acteurs de la société civile et aux Partenaires Techniques et Financiers de disposer de fiables, désagrégées nécessaires à la prise de décision. Il s'agit, entre autres, de la poursuite du traitement et de l'analyse des données du RGPH5 et du RGUE, ainsi que la réalisation des opérations habituelles comme le suivi de la conjoncture, l'Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages, etc.